

ATELIER DE LANCEMENT OFFICIEL DE LA COALITION IVOIRIENNE PUBLIEZ CE QUE VOUS PAYEZ (CI-PCQVP)

RAPPORT FINAL

Avec la participation de :

- Monsieur Matteo Pellegrini (Coordinateur Afrique de la campagne PCQVP)
- Madame Emilie Serralta (Global Witness)
- Monsieur Michel Saraka (Programme Economique OSIWA)
- Monsieur Philippe Egoume Bossogo (Représentant résident du FMI)

I. INTRODUCTION

CONTEXTE ET JUSTIFICATION DE L'ATELIER

La Côte d'Ivoire fait partie des Etats communément appelée pays pauvres. En effet selon l'indice de développement humain établi chaque année par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), en 2006, la Côte d'Ivoire est classé au 164^e rang sur 177 pays. Paradoxalement, elle regorge d'énormes ressources naturelles. En dehors du binôme café-cacao par lequel on a coutume de l'identifier, Le pays est riche en divers autres ressources telles que le bois, l'huile de palme et son sous-sol contient du gaz naturel, du diamant, de la manganèse, du fer, du cobalt, de la bauxite, du cuivre, de l'or, du nickel et du pétrole. S'agissant de cette dernière ressources, les statistiques font état de ce que la production pétrolière officielle de la Côte d'Ivoire est actuellement de 75 000 baril par jour (bpj), tandis que des sources issues de la presse internationale (African Energy, issue 100 de Juillet 2006) estiment ce chiffre autour de 90,000 barils par jour, produit seulement à partir des champs Espoir, Lion et Baobab. Les prévisions indiquent une croissance de L'exploration et de la production du pétrole brut dans les prochaines années

(Sources: www.cia.gov/cia/publications/factbook/fields/2111.html)

Les réserves de pétrole brut découverts sont estimées à 25 milliards de barils et les réserves de gaz naturel estimées à 77 milliards de mètre cube. Les recherches, l'exploration et les découvertes se poursuivent encore. Récemment (Juillet 2006) l'Inde a signée un accord avec l'Etat de Côte d'Ivoire avec pour objet d'investir durant les cinq (5) prochaines années, 1 milliard de \$ US dans l'exploration du pétrole et des mines. Les chances de nouvelles découvertes en haute mer sont très élevées. Par ailleurs la contribution active du secteur pétrolier dans l'économie ivoirienne est estimée à 22% du PIB dépassant en cela celle du binôme café-cacao. On peut donc légitimement affirmer aujourd'hui sans risque de se tromper que l'Etat de Côte d'Ivoire fait désormais partie du cercle des pays producteurs de pétrole. Les revenus issus de ce secteur représente une manne providentielle qui pourrait si elle est gérée de manière transparente, efficiente et équitable raisonnablement permettre d'améliorer les conditions de vie de nos populations. Mais que constatons nous ?

Bien que le pétrole et les différentes autres ressources naturelles citées plus haut fassent partie du patrimoine collectif, de nombreux aspects de leur exploitation restent occultes. Certains éléments clés des conditions d'exploitation (processus de négociation, conventions, étendue du permis de prospection, textes relatifs aux compensations, etc.) du secteur pétrolier sont considérés comme des secrets d'Etat. Les énormes revenus provenant des compagnies extractives sous la forme de taxes, de royalties, de primes à la signature et d'autres types de paiements, ne sont pas publiés. Les informations sur les prospections ne sont pas révélées. Il y a là comme un ésotérisme entretenu à dessein qui interpelle.

L'on est en droit dès lors de se poser la question de savoir dans quelle mesure les revenus issus du secteur des mines et du pétrole peuvent être gérés de façon transparente et être utilisés pour lutter contre la pauvreté, si nous voulons être à l'abri de ce qu'il est convenu d'appeler « la malédiction des ressources naturelles » ? C'est-à-dire le paradoxe selon lequel les recettes provenant de la production pétrolière, gazière et minière riment avec conflit, pauvreté et corruption. L'histoire récente de nombreux pays pauvres mais riche en ressources naturelles est à ce propos assez édifiante.

C'est en réponse à cette problématique majeur qu'en janvier 2002, l'organisation Global Witness a lancé en Grande Bretagne, une campagne dénommée « Publiez ce que vous payez ». Cette initiative vise principalement la publication de façon systématique et

transparente par les compagnies extractives, des montants des taxes et redevances de toute nature qu'elles versent aux gouvernements des pays dans lesquels elles sont présentes. De cette façon, les parlements et les citoyens de ces pays disposent d'informations sur la base desquelles, ils peuvent suivre l'usage fait de ces revenus et veiller à ce que ceux-ci participent au développement et à la réduction de la pauvreté. Cette plus grande transparence permettra de lutter contre les détournements de fonds, la corruption et l'appropriation illicite des ressources en cause.

Cette initiative est aujourd'hui appuyée par plus de 300 Organisations Non Gouvernementales de part le monde. Des plateformes nationales ont vu le jour et, sur la base des informations mises à leur disposition par les compagnies pétrolières, demandent des comptes à leurs gouvernements.

S'inspirant de ces exemples, la Coalition pour le Plaidoyer Anti-Corruption et la Transparence en Côte d'Ivoire (COPACT-CI), Droit et Devoirs Démocratique (DDD), Eden International et Gouvernance et Culture du développement (GCD), organisations de la société ont créé la Coalition Ivoirienne Publiez Ce Que Vous Payez (CI-PCQVP) pour le lancement de laquelle elles ont organisé cet atelier. Il s'agissait pour ces structures de porter à la connaissance du grand public en général et des autres structures de la société civil en particulier l'existence d'une telle coalition et les inviter par la même occasion à la rejoindre dans son combat pour la transparence dans la gestion des revenus pétroliers miniers et gaziers.

OBJECTIFS DE L'ATELIER

Objectif général

Porter à la connaissance aussi bien de l'opinion publique nationale qu'internationale de l'existence de la Coalition Ivoirienne Publiez Ce Vous Payez (CI-PCQVP).

1.2.2 Objectifs spécifiques

- Informer en général la population ivoirienne sur les missions et les objectifs de la CI-PCQVP et sur la campagne « publiez ce que vous payez » ;
- Informer en particulier la société civile sur les missions et les objectifs de la CI-PCQVP et sur la campagne « publiez ce que vous payez » ;
- Inviter la société civile ivoirienne à s'approprier la campagne « publiez ce que vous payez » et à adhérer à la CI-PCQVP ;
- Inviter la Coalition International PCQVP ainsi que les coalitions africaine sœur à soutenir la CI-PCQVP ;
- Solliciter le soutien des partenaires financiers et techniques internationaux des organisation de la société civile ;

RESULTATS ATTENDUS

- Les représentants des OSC sont informés de l'existence de la CI-PCQVP» de ses objectifs et de ses missions. Il sont en outre informés sur la campagne « publiez ce que vous payez » et de son importance pour la Côte d'Ivoire ;
- Les OSC s'approprient la campagne et adhère à la CI-PCQVP ;
- Le soutien des partenaires financiers et techniques est obtenu ;
- Le soutien de la Coalition International PCQVP est obtenu.
- La population en général est informée de l'existence de la CI-PCQVP et sur la campagne PCQVP.

ACTIVITES PREVUES

- Justification de la campagne PCQVP ;
- Présentation de la CI-PCQVP (missions et objectifs, axes stratégiques de travail, perspectives futures) ;
- Présentation des ONG à la base de la coalition ;
- Définition du rôle des partenaires internationaux (présentation des activités d'OSIWA et des autres partenaires de la campagne PCQVP) ;

ORGANISATION ET DEROULEMENT DE L'ATELIER

Douze temps forts ont marqué la tenue de cet atelier. Il s'agit de :

- La présentation des invités et du programme ;
- Le mot d'ouverture et la situation du contexte ;
- La justification de la campagne PCQVP ;
- L'exposé sur le circuit de la dépense en Côte d'Ivoire ;
- L'exposé sur le rôle de la société civile dans la campagne PCQVP et les autres initiatives de transparence ;
- La pause café ;
- L'exposé sur le rôle des partenaires internationaux (OSIWA, Global Witness) ;
- La présentation de la coalition et des ONG qui la compose ;
- Le débat final ;
- L'allocution de lancement ;
- La pause déjeuner ;
- La rédaction, la lecture et l'approbation du communiqué final.

II RESUME EXECUTIF

Le 26 avril 2007 s'est tenu au Manathan suite hotel à Abidjan (Côte d'Ivoire) l'atelier de lancement de la Coalition Ivoirienne Publiez Ce Que Vous Payez (CI-PCQVP) organisé par quatre ONG ivoiriennes à savoir la Coalition pour le Plaidoyer Anti-Corruption et la Transparence en Côte d'Ivoire (COPACT-CI), Droit et Devoirs Démocratiques (DDD), Eden International et Gouvernance et Culture du développement (GCD) avec l'appui de Open Society for West Africa (OSIWA) et de Global Witness.

Les participants à l'atelier ont eu droit à quelques exposés suivis de débats au cours desquels des questions ont été posées, des impressions et des opinions exprimées. Mais l'allocution de lancement de la coalition et la lecture du communiqué final en ont constitué les véritables temps forts.

2.1. EXPOSES

Après le mot d'ouverture et la situation du contexte lu par le Coordinateur National Michel Yoboué ; cinq exposés suivis de question ont été présentés par des experts internationaux et nationaux avec pour objectifs de: faire connaître la campagne « Publiez ce que vous Payez » et montrer son importance pour la Côte d'Ivoire.

2.1.1. La justification de la campagne PCQVP

Au centre de cette communication, l'intervenant, Matteo Pelligrini (Coordinateur Afrique de la campagne PCQVP), a tout d'abord fait l'historique de la campagne PCQVP lancée en janvier 2002 à Londres par l'ONG britannique Global Witness. Il a ensuite mis l'accent sur la situation paradoxale qui caractérise la plupart des Etats africains riches en ressources naturelles selon laquelle, ces pays, bien qu'énormément pourvus en ressources naturelles, sont pauvres, connaissent des conflits et croupissent sous le joug de la corruption. Il en a donné les raisons. Celles-ci pour l'essentielles tournent autour des questions de transparence dans la gestion des revenus issus du secteur des industries extractives exploitant ses richesses. Enfin, il a terminé sur l'importance et les objectifs de la campagne dans les pays producteurs et exportateurs de ressources naturelles comme pouvant aider à renverser la tendance maléfique qui semble s'attacher à ces richesses. Justifiant en cela le caractère opportun de la création d'une coalition PCVQP en Côte d'Ivoire.

2.1.2. Le circuit de la dépense en Côte d'Ivoire

Cette deuxième communication a été faite par le Représentant résident du Fonds Monétaire International Monsieur Philippe Egoume Bossogo. Il s'est agit dans cet exposé d'une description des différentes étapes d'exécution d'une dépense publique en Côte d'Ivoire et du rôle de tout les acteurs intervenant dans le processus. (À compléter) !!!!!!!

2.1.3. Le rôle de la société civile dans la campagne PCQVP et les autres initiatives de transparence

Ce rôle de la société civile, Matteo Pellegrini dans cette seconde intervention l'a mis en évidence en entretenant les participants sur l'histoire de la campagne PCQVP en Afrique et sur les activités des coalitions nationales africaines. A travers une série d'exemple sur les expériences de certaines coalitions africaines, l'intervenant a fait ressortir les différentes actions que pourrait entreprendre la société civile pour conduire efficacement la campagne et atteindre ses objectifs de transparence dans la gestion des revenus provenant des ressources naturelles. Cela passe selon l'intervenant par l'adhésion et la mise en œuvre par les Etats de l'Initiative de Transparence des Industries Extractives (ITIE). Il s'agira pour la société civile, par des plaidoyers, des campagnes de sensibilisation des populations sur les enjeux de cette initiative, par des ateliers de réflexion sur la gestion transparente des revenus publics, des analyses techniques de données, l'élaboration de guides de suivi budgétaire, d'appuyer le processus ITIE.

Matteo a également édifié les participants toujours en s'appuyant sur des exemple d'expériences déjà mené par d'autres coalitions, sur les meilleurs pratiques de mise en place et de gestion des coalitions.

2.1.4. Le rôle des partenaires internationaux

Les participants à cet atelier ont eu droit à ce niveau à deux interventions : Celle de Monsieur Michel Saraka responsable du programme économique à Open Society for West Africa (OSIWA) pour le compte de cette structure et celle de Madame Emilie Serralta de Global Witness. Ces deux intervenants ont chacun pour ce qui le concerne adressé des mots d'encouragement et de félicitation à l'endroit des organisateurs du lancement. Il ont incité la société civile à jouer davantage son rôle important de contre pouvoir afin que s'instaure plus de transparence dans la gestion des revenus publics. Il ont par la suite présenté les activité de

leur structures respectives et leur domaine d'intervention et ont assuré les représentants des différentes structures présentes de leur appui technique et financier. Il s'agit pour l'essentiel d'un rôle d'accompagnement et d'assistance.

2.1.5. La présentation de la coalition ivoirienne

C'est le coordinateur national Monsieur Michel Yoboué qui a procédé à cette présentation. Il a d'abord commencé par définir les missions et objectifs que s'est assignés la coalition Ivoirienne PCQVP à savoir œuvrer pour la publication par les compagnies et industries extractives des montants des taxes et redevances, de revenus de toute nature qu'elles versent au Gouvernement de Côte d'Ivoire. Œuvrer pour la publication par le Gouvernement de Côte d'Ivoire des montants des taxes et redevances, de revenus de toute nature qu'il reçoit des compagnies et industries extractives. Contribuer à la mise en œuvre et au renforcement des dispositions prises par l'Etat en matière de transparence des recettes des industries extractives et veiller à leur utilisation au profit des populations. Renforcer l'action internationale de promotion d'un système plus responsable pour la gestion des revenus des ressources naturelles payées par les industries extractives. Il a ensuite développé les principales actions à entreprendre dans le cadre de ces missions c'est-à-dire : Ouvrir les yeux des Citoyens sur l'ITIE, des réunions d'information avec les ONG et OSC, des réunions de sensibilisation à l'Université, des sensibilisations dans les parlements publics, des sensibilisations dans les "Agoras," des Ateliers de formation des OSC et ONG sur l'ITIE, des Communications radio et télé des Conférences de Presse sur l'ITIE pour emmener le Gouvernement à adhérer à l'ITIE et à la mettre en œuvre. Il a terminé par la présentation des quatre ONG à la base de cette coalition à savoir : La Coalition pour le Plaidoyer Anti-Corruption et la Transparence en Côte d'Ivoire (COPACT-CI), Droit et Devoirs Démocratique (DDD), Eden International et Gouvernance et Culture du développement (GCD).

2.2. DEBAT

Au cours de cette phase les participants ont échangé avec les différents intervenants. Des questions ont été posées, des impressions et des opinions exprimées, des lanternes ont été éclairées. La plupart des participants souhaitent en savoir plus sur l'Initiative de Transparence des Industries Extractives, sur la campagne PCQVP. Il ont été orientés vers un certain nombre de sites Internet notamment les sites officiels de la coalition internationale PCQVP et celui de l'ITIE où ils pourront trouver toute une documentation relative à ces questions. Ils ont également été informés sur la tenue très prochaine d'un véritable atelier de formation sur ces deux initiatives.

www.publishwhatyoupay.org

www.eitransparency.org

2.3. ALLOCUTION DE LANCEMENT ET LECTURE DU COMMUNIQUE FINAL

C'est à Monsieur Michel Saraka (Programme Economique OSIWA) qu'est revenu l'honneur de lire l'allocution de lancement. Après avoir rappelé les raisons qui ont motivé ces deux campagnes (ITIE, PCQVP) et les énormes avantages en terme d'amélioration des conditions de vie des populations que pourrait en tirer notre pays en ce les appropriant, Monsieur Saraka a procédé de façon solennelle au lancement de la Coalition Ivoirienne Publiez Ce Que Vous Payez (CI-PCQVP). Il a terminé son intervention en réitérant ses félicitations et ses encouragements aux initiateurs de cette coalition. C'est par un tonnerre d'applaudissements que toute l'assistance, visiblement émue a accueilli ses propos. Il s'en est suivi la lecture du

communiqué final par Monsieur Kouassi premier responsable de l'ONG Gouvernance et Culture du Développement (GCD) ce fut un autre moment d'intense émotion. Ce communiqué rappelle à travers un certain nombre de décisions. Les engagements pris par les structures de la société civile initiatrice de cette coalition. Il contient par ailleurs des recommandations à l'endroit de toutes les parties prenantes à savoir au Gouvernement de Côte d'Ivoire, à la Coalition Internationale Publier Ce Que Vous Payez, aux institutions financières internationales (groupe de la Banque Mondiale, FMI, BAD...), aux partenaires financiers et techniques internationaux des organisations de la société civile et à toute la société civile ivoirienne. Des félicitations et des encouragements ont également été adressés dans le communiqué final à la Communauté internationale de façon générale et à la Banque Mondiale pour ses efforts en matière de promotion de la bonne gouvernance et de la lutte contre la corruption, à OSIWA en particulier et au réseau de Monsieur Georges Soros en Général pour son soutien financier à la campagne PCQVP en Côte d'Ivoire. Le communiqué a été approuvé par les participants après quelques amendements. Après quoi l'hymne national de la Côte d'Ivoire a été entonné en cœur par toute la salle pour mettre un terme à l'atelier de lancement officiel de la Coalition Ivoirienne PCQVP.

Les participants ont été conviés à un déjeuner offert par la coalition.

